

Les déterminants culturels de la citoyenneté / César Nasr.  
— Extrait de : Annales de philosophie et des sciences  
humaines. — N° 23, t. 1 (2007), pp. 269-276.

Titre de couverture : Annales de philosophie et des  
sciences humaines. — Notes au bas des pages.

I. Citoyenneté. II. Culture — Histoire.

PER L1044 / FP208453P

## LES DÉTERMINANTS CULTURELS DE LA CITOYENNETÉ

S.E.M. CÉSAR NASR

*Directeur du Collège doctoral - USEK*

Un parcours historique rapide du concept de citoyenneté peut nous révéler les étapes de son extension progressive et de ses déterminations. À cet effet deux modes d'approche peuvent être envisagés. Le premier partirait de la notion de "*Polis*" propre à la Grèce antique, où des hommes semblables, mutuellement unis par la "*Philia*" constituent une même communauté politique fermée où la citoyenneté requiert deux faits fondamentaux: la filiation et l'enracinement. Le passage au statut de "*Civis romanus sum*" propre à l'empire romain, représente un saut qualitatif qui fait de la citoyenneté un instrument à la fois politique et d'intégration des populations allogènes à la romanité, lesquelles, promues en sujets de droit, jouissent du droit de propriété "*jus census*", du droit de vote "*jus suffrajii*", du droit d'être élu magistrat, "*jus honorem*", du droit de se référer au peuple en cas d'injustice, "*jus provocationis*" et du droit d'être légionnaire, "*jus militiae*". Cette citoyenneté romaine progressivement étendue à l'élite provinciale puis à la majorité des hommes libres de l'empire, se distingue, depuis lors, par son ouverture et sa vocation universelle. Ce qui représente l'un des acquis fondamentaux de la *Déclaration de l'homme et du citoyen*, conférant à ce dernier, des droits imprescriptibles, valables pour tous les temps et tous les pays. Les hommes naissant libres et égaux en droit disposeront de la liberté du corps, de la pensée, de la parole, du droit à la résistance à toute oppression, du droit à la propriété, à

la sûreté, à la pratique de la religion, au contrôle de la contribution publique, au droit électoral, fondateur de la souveraineté de la nation. Enfin, "*la déclaration universelle des droits de l'homme*", qui est le terme de ce parcours, dénombre et analyse en profondeur ces droits, en marque l'évolution, sans omettre de mentionner dans le préambule: l'Assemblée proclame la déclaration "*comme l'idéal commun à atteindre par tous les peuples et toutes les nations...*"

Un deuxième mode d'approche qui se référerait aux travaux d'Alfred Marshall sur la théorie de la citoyenneté<sup>1</sup>, considère que ce concept comporte trois paliers: les droits civils, les droits politiques et les droits sociaux. L'acquisition de ces droits remonterait à trois périodes historiques: le XVIII<sup>e</sup> siècle pour les droits civils; le XIX<sup>e</sup> pour les droits politiques et le XX<sup>e</sup> pour les droits sociaux. Bien que cette théorie passe outre à des exceptions qui ne s'inscrivent pas dans l'ordre proposé, elle n'en a pas moins l'avantage de rompre avec l'acception libérale de la citoyenneté qui néglige les droits sociaux. Ce qui, semble-t-il, porte atteinte à la démocratie; car limiter les droits sociaux qui constituent une dimension essentielle de la citoyenneté, entraîne, entre autres choses, la discrimination de classe et de sexe.

Ce deuxième mode d'approche a, malgré tout, l'avantage d'ordonner, dans le temps, les droits acquis à la citoyenneté et de montrer ainsi que leur émergence est fonction d'une civilisation en marche. Il se profilerait donc, à l'horizon ouvert à nos aspirations, une citoyenneté ouverte qui nous sollicite et parfois nous détermine à revendiquer des droits qui s'inscrivent dans le cadre d'une égalité historiquement évolutive et perfectible. Reconnaissons, toutefois, qu'il existe toujours des droits qui figurent dans la déclaration universelle des droits de l'homme et que des démocraties libérales peinent à mettre en œuvre. Le *genre*, par exemple, comme paradigme de la citoyenneté et dont l'homme jouit par tradition patrilinéaire ou machiste alors que la femme en est pratiquement exclue. Peut-on ainsi réduire les droits politiques de celle-ci au simple droit de vote ? Où se situerait la parité entre citoyenne et citoyen, n'y a-t-il pas là un sujet de malaise persistant dans les démocraties libérales d'aujourd'hui ? Mieux encore, parler des droits de la citoyenneté requiert, normalement, qu'on en assure la pleine jouissance. Comment assurer l'égalité juridique et politique d'individus inégaux sachant que toute société est multiculturelle, et comment doivent s'articuler citoyenneté et pluralisme culturel, surtout face à la mixité identitaire que la mondialisation entraîne ? Et qui privilégier à cet égard, l'individu ou le groupe, l'assimilationnisme ou le communautarisme ? Sachant

---

1. *Citizenship and social class*, 1964

que plus on accepte la différence collective au sein d'une nation, plus il y a risque d'érosion des droits individuels.

On naît, dit-on, citoyen et on devient citoyen éclairé. Sans doute! Mais la démocratie, comme le disait A. Comte est le règne de l'incompétence et partant, la citoyenneté éclairée ne peut, en aucune manière, se réaliser dans l'ignorance, ni dans le cycle des classes primaires, dites fondamentales. Si le citoyen est un sujet de droit, s'il est le fondement de la légitimité politique et de la souveraineté, s'il est aux sources même du lien social et de son renforcement, s'il lui incombe de promouvoir des droits susceptibles d'améliorer la condition humaine, s'il doit œuvrer en faveur d'une culture de la paix et d'un vivre ensemble, ne devrait-il pas être le point de mire d'une culture civique approfondie? D'autant plus que toutes ces responsabilités ne peuvent avoir aucun sens hors de leur traduction dans des institutions politiques. C'est par cette voie que se forment les citoyens pour être à même d'organiser leurs débats. Pareilles tâches nécessitent, d'évidence, une culture civique qui n'exclue ni ne marginalise des citoyens prétendus égaux en droit.

Cette culture serait-elle l'apanage de l'institution scolaire?

La révolution française avait créé l'école publique dans le souci d'une rupture entre l'éducation régnante et les instances religieuses ou sécularisées qui en étaient chargées. Le climat culturel ainsi créé visait surtout un modèle d'intégration nationale. Tout citoyen devait être traité de manière égale, abstraction faite de son appartenance familiale ou sociale, la laïcité étant la dimension de sa culture politique. Cette culture jacobine, rendue publique, n'a pas tardé à entraîner des problèmes dont celui du chômage qui en révélaient l'insuffisance et les citoyens s'interrogeaient sur la signification de la nation, ainsi hypostasiée, dans une économie de marché, surtout à une période d'immigration intense et de métissage culturel qui rendent la laïcité inopérante à l'échelle de l'État-nation.

Les démocraties néolibérales confrontées, aujourd'hui, à cette diversité des identités collectives, à quelle citoyenneté préparent-elles ? Et à quel idéal renvoie celle-ci lorsqu'elle résulte d'une construction historique sujette à des transferts de valeurs et de significations? Face à ce questionnement, et aux ruptures du tissu social faut-il concevoir une citoyenneté, consumériste clientéliste et individualiste? Aujourd'hui, écrit Barber<sup>1</sup> deux puissants rivaux ont presque éclipsé l'identité vibrante du citoyen. En effet, pendant qu'était

---

1. in *Pluralisme, citoyenneté et éducation*, 1996, p. 154

sapée la société civile sur laquelle est fondée la foi civique et l'identité du citoyen, deux identités rivales ont émergé et ont par la suite, grugé l'identité civique: un nouveau tribalisme qui a renforcé la fraternité de sang et jeté les tribus les unes contre les autres, les peuples contre les peuples... et une identité commerciale post-moderne enracinée dans la consommation qui voit les femmes et les hommes comme des clients et des consommateurs des puissances économiques, technologiques et de marché qui demandent l'intégration et l'uniformité et qui magnétisent les gens partout avec de la musique rapide, des ordinateurs rapides et de la nourriture vite apprêtée ... un monde homogénéisé uni par les consommations l'information, le divertissement et le commerce."

D'une part, donc, une citoyenneté tribale fondée sur la terre et le sang et groupée en isolats ethnoculturels. D'autre part, une globalisation niveleuse et hégémonique de la citoyenneté qui a perdu ses amarres historiques. À la lumière de ces deux modèles quelle culture civique serait pensable? Et peut-on dès lors parler de démocratie, non point dans des régimes dictatoriaux ou théocratiques où le tribalisme règne, mais surtout, dans un régime néolibéral où l'éducation se réduit à une entreprise commerciale et un instrument de tyrannie? L'enseignement ainsi organisé n'assimile-t il pas l'école à une usine se pliant à une logique comptable dont la séquence serait le coût, la productivité et la rentabilité? Les programmes du secondaire et du supérieur, marginalisant tout humanisme, ne visent-ils pas, pour s'aligner, l'inculcation des aptitudes et des habiletés en vue d'un emploi? N'est-ce pas là une gestion qui réduit la citoyenneté à un capital ouvrier à investir dans le marché du travail, au prix d'une standardisation des biens culturels, à un moment de l'histoire où nature et culture requièrent la diversité comme condition de leur développement?

Est-il désormais possible de parler de citoyenneté au singulier et d'insister sur l'univocité de ce concept? Si l'on se donnait la peine d'analyser la flexibilité des contenus de ce concept, ses représentations et ses particularités axiologiques, même dans des démocraties délibératives, on serait surpris par les logiques opposées qui veillent à la construction culturelle de la citoyenneté. Dans sa confrontation des deux logiques, européenne et nord-américaine, prises en exemple, Akkari<sup>1</sup> montre les deux modèles de cultures divergentes qui forment les citoyens:

---

1. A-J Akkari, Education à la citoyenneté et éducation multiculturelle in *Revue suisse des sciences de l'éducation*, vol. 24, p. 540

## Logique francophone

Appel à la raison  
Le savoir dicte le faire  
Formation disciplinaire  
Intégration sociale dans l'État-nation  
Études et connaissances

## Logique nord-américaine anglophone

Appel au pragmatisme  
Le savoir-faire dicte le savoir  
Formation professionnalisante  
Intégration sociale dans la communauté  
Agir et expérience

Ces deux logiques traditionnelles, se heurtent aujourd'hui, en Amérique comme en France, aux changements ethniques qui remettent en question l'homogénéité culturelle de la citoyenneté et créent des tensions politiques et des débats persistants. C'est pourquoi nous constatons, depuis une vingtaine d'années, une recrudescence des revendications communautaires soit pour protester contre des mesures de discrimination ou d'exclusion, soit pour dénoncer des dérives nationales. Les droits ainsi revendiqués ne concernent plus l'homme, concept trop général, mais le citoyen plus concrètement implanté et concerné par des changements sociaux aléatoires. Ce climat social rend ainsi les liens entre citoyens du même bord, plus serrés et plus affectifs. On parle ainsi de réunion citoyenne, d'entreprises citoyennes, de débats citoyens et même de café citoyen! La polysémie de ce terme ne s'explique pas seulement par l'attrait de sa nouveauté, mais aussi, par la solidarité qu'il favorise entre des partisans et des immigrés qui partagent la même culture et le même destin.

Confrontés à cette mixité ethnoculturelle qui semble persister au sein des démocraties libérales, et à la polysémie du concept de citoyenneté, nous croyons qu'une culture de celle-ci, assimilatrice et universalisante, ne peut être viable, car la logique républicaine n'est ni une culture, ni un pouvoir particulier, mais une exigence qui s'impose à tous. De même que la logique globalisante. Saurait-on ainsi faire délibérément fi des traditions, des us et coutumes et des spécificités de chaque démocratie pour lui imposer les mêmes contraintes? C'est bien à d'autres solutions qu'il faut s'atteler en vue d'une citoyenneté qui puisse aider chaque sujet à se construire dans une dialectique permanente entre singularité et universalité. Et cette construction ne peut s'effectuer que grâce à une culture appropriée.

Je me permets d'illustrer ce que j'avance par un exemple environnemental.

Où va, chez nous, l'huile de vidange des moteurs des voitures et des groupes électrogènes? La question se pose d'autant plus que, lors d'un travail de débouchage des canalisations de la côte, engorgées par des déchets de toutes sortes, on a pu constater, derrière ces déchets et en aval de certaines stations de graissage, de l'huile usée, en quantités considérables. Si le citoyen savait qu'un

litre d'huile usée jetée en mer pollue un million de litres d'eau, se débarrasserait-il ainsi de ce polluant sans se soucier des résultats de son action? Ne devrait-il pas préserver une mer propre pour lui et pour les autres, proches ou lointains ? Protéger la faune et la flore marine contre un polluant létal ? Ne devrait-il pas savoir qu'il y a un droit de l'environnement qui nous concerne tous et que toute action locale doit être, dans ses conséquences, pensée universellement ? Si j'ai choisi cet exemple, vécu parmi tant d'autres, c'est parce qu'il a l'avantage de souligner la grande variété des droits et des devoirs du citoyen éclairé et la nécessité d'une culture qui le rende responsable et l'habilite à prendre part, démocratiquement, à la vie de la communauté avec la foi dans des valeurs qui prétendent à l'universalité.

Une culture pluridisciplinaire parce que la citoyenneté couvre un domaine si étendu qu'il serait inapproprié de le décloisonner et de l'enseigner à coups de leçons spéciales d'endoctrinement. C'est à la lumière des programmes établis, des disciplines classiques enseignées, et à leur propos, que la culture civique peut être entreprise. Il revient donc aux enseignants d'identifier les aspects constitutifs de la « compétence » du citoyen et de la citoyenne et d'en élaborer la pédagogie.

On ne saurait concevoir pareil enseignement sans une formation des maîtres, qui s'impose d'ailleurs – faut-il y insister – pour toute discipline. Ce n'est pas ici le lieu d'explicitier la démarche de cette formation. Mais ne nous incombe-t-il pas de remédier à des conduites inacceptables, que nous vivons quotidiennement, telles que les violences physiques et verbales, les incivilités de tout genre, l'exclusion sociale fondée sur l'âge, les discriminations ethniques, l'intolérance, le non respect de l'autre et de sa religion, le racisme, l'exploitation des mineurs, la xénophobie ... et j'en passe !

Certes, ces infractions ne sont pas nées d'hier; elles ont cours, même au sein des nations prétendument homogènes, mais leur prolifération dans les démocraties d'aujourd'hui et leur gravité rendent la citoyenneté problématique. Or il s'avère que la solution la plus adéquate, ici préconisée, pour une intégration réussie, soit une éducation civique respectueuse de la diversité culturelle et des droits de l'homme. Je citerai, parmi les pays pluriculturels, le Portugal, qui s'est rendu compte du caractère hétérogène et métissé de sa population et qui a accordé à l'éducation de la citoyenneté une place centrale à l'École. Dans la loi sur les fondements du système éducatif portugais, il est souligné que "l'éducation soutient le développement de l'esprit démocratique et pluraliste, respectueux des autres et de leurs idées, ouvert au dialogue et au libre-échange d'opinions en façonnant des citoyens qui soient capables de juger avec esprit critique et créatif le milieu social où ils s'inscrivent et de s'engager dans sa

transformation" (art. 2, n° 5). Ce même texte ordonne que l'objectif premier de la formation civique est de "développer la conscience civique des élèves en tant qu'élément fondamental du processus de formation de citoyens responsables, critiques, actifs et intervenants".

Cette apologie de l'École considérée comme initiatrice à la citoyenneté ne fait pas de doute. Au cours du cycle, dit fondamental, les élèves sont attentifs et perméables, pour ainsi dire, à l'enseignement du maître dont les directives civiques sont rarement mises en question. En effet, les données de la psychologie scolaire avèrent l'influence de l'éducateur laquelle dépend de son prestige personnel et de la qualité démocratique de son autorité. Mais, si qualifié qu'il soit, cet éducateur peut-il dépasser les éléments de base de la citoyenneté? Apprendre comment vivre ne se réduit pas à un simple apprentissage, car il s'agit pour le citoyen, de retrouver le chemin du politique, c'est-à-dire celui qu'il doit assumer avec les autres, puisqu'il est, comme eux, détenteur de la légitimité. Et c'est de ce point de vue que la reconnaissance du droit à la différence s'impose comme invitation au dialogue, à la recherche d'un accord sur des positions communes, et par conséquent à un débat démocratique pour un choix de société. Un débat fondé sur un jugement éclairé, juste, vrai, soumis à la cohérence d'une démarche logique. Faute de se plier à cette démarche, on s'abandonne aux dérives de l'opinion qui donne l'illusion de savoir et confond vérité et démagogie. Confronté, par ailleurs, à l'empire des technologies de l'information, écrite ou télévisuelle, pareil citoyen est incapable d'en mesurer les enjeux. Ces médias le réduisent, bel et bien, à un consommateur en politique, de même que sur le plan économique, social et culturel. Le risque de voir aujourd'hui le nombre de ceux qui lisent, diminuer à vue d'œil, et de ceux qui zappent vers la consommation d'images et de leurs référentiels, croître sensiblement, nous pousse à nous demander si la culture de l'esprit critique n'est pas en voie de disparition et si l'intellectualité de la lecture demeure encore un sujet de préoccupation académique! Peut-on dès lors admettre que la culture du citoyen soit close à la fin du premier cycle d'études? Ou bien en faire une discipline transculturelle devant jouir de ses droits démocratiques au sein de l'Université?

À cet effet, la pratique pédagogique confrontée à des objectifs qui visent la pacification des rapports interethniques doit se centrer sur la promotion de la communication entre cultures, développer la foi dans l'éducabilité de l'autre, lui offrir des chances égales et le reconnaître comme autre que moi, mais homme et citoyen comme moi. Elle doit dispenser, par le contenu de son enseignement, la langue nationale du pays, sa culture et sa mémoire historique quelle que soit l'origine des citoyens. Elle doit, en outre, former des citoyens capables de



participer politiquement à la vie publique et à la construction d'un vivre ensemble respectueux de l'autre, de sa culture, de sa langue, de ses convictions et de sa religion. Bref, passer d'une culture de la tolérance, toujours concessive, à une culture de la convivialité.

Cette participation à la vie publique concourt à l'éducation de la citoyenneté tout comme l'enseignement par alternance à un complément de formation continuée. Mais tant que la société globale n'assure pas au citoyen un climat politique où il puisse vivre une expérience bénéfique et exercer le savoir acquis à l'École, elle le détournera de tout engagement citoyen. C'est la qualité de la vie politique qui est en question. Les hommes politiques peuvent-ils donner l'exemple de la vertu requise, si le politique demeure pour eux une occasion de lutte pour la domination et de jouissance du pouvoir? Qui convaincra le citoyen que le civisme n'est pas une illusion. C'est pourquoi la citoyenneté requiert une stratégie concertée entre l'École, le politique et l'État, telle est la condition requise pour une transformation de la société globale en société citoyenne.